



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

→ DPE  
cet CF (P)  
φNAF

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

*Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du 29 NOV. 2001

autorisant la Compagnie Rhénane de Raffinage à Reichstett,  
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement,  
à poursuivre l'exploitation d'une raffinerie de pétrole à Reichstett et Vendenheim,  
codifiant des prescriptions antérieures et prescrivant des dispositions complémentaires.

Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement, notamment le livre V, titre Ier,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, notamment ses articles 17 et 18,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU les actes administratifs antérieurs réglementant l'exploitation par la Compagnie Rhénane de Raffinage d'une raffinerie de pétrole à Reichstett et Vendenheim,
- VU les dossiers techniques annexés à ces actes et les dossiers complémentaires produits les 6 juin 1997 et 27 novembre 1998,
- VU le dossier de l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 septembre au 24 octobre 1997, les avis des conseils municipaux et des Autorités de l'Etat voisin, ainsi que les avis des services,
- VU le rapport du 19 octobre 2001 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 8 novembre 2001,

CONSIDÉRANT que l'établissement visé comporte des installations soumises à autorisation et déclaration visées à la nomenclature des installations classées,

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients des installations peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, à cet effet, de mettre à jour, compléter et renforcer les prescriptions édictées par les actes administratifs antérieurs,

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

## TITRE I – GENERALITES

**Article 1<sup>er</sup>** CHAMP D'APPLICATION

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la COMPAGNIE RHÉNANE DE RAFFINAGE (C.R.R.), dont le siège social est Route Départementale 37, à 67116 REICHSTETT, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une raffinerie de pétrole et de ses activités annexes (stockage, distribution,...) sur le territoire des communes de REICHSTETT et VENDENHEIM.

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant (Régime A = Autorisation, D = Déclaration, AS = Soumis à Servitudes) :

Rubrique	Désignation des activités	Régime	Quantité	Unité
1431	Liquides inflammables (fabrication industrielle de, dont traitement du pétrole et de ses dérivés, désulfuration).	A	4 (unités de distillation de brut)	millions tonnes/an
1433-A-a	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) à l'exclusion des installations de combustion ou de simple mélange à froid. La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 tonnes.	A	250 (installation d'additivation)	tonnes
1412-1°	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de). Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar ou sous pression quelle que soit la température. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 tonnes.	AS	12 100 GPL  600 GPL incorrect	m <sup>3</sup>  m <sup>3</sup>
1432-a-c	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). La quantité stockée de liquides inflammables susceptibles d'être présente est : a) supérieure à 50 t pour la catégorie A  c) supérieure à 10000 t pour la catégorie B	AS	198 000 pétrole brut  836 800 produits finis et intermédiaires	tonnes  tonnes
2910-B	Combustion. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont autres que le gaz naturel, les gaz de pétrole liquéfiés, le fioul domestique, le charbon, les fiouls lourds ou la biomasse et si la puissance thermique est supérieure à 0,1 MW.	A	300  (19 fours et chaudières)	MW

Rubrique	Désignation des activités	Régime	Quantité	Unité
2915-1°-a	Chauffage (procédé de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 1 000 litres.	A	55	m <sup>3</sup>
1172-1°	Dangereuses pour l'environnement -A- très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 tonnes.	AS	530	m <sup>3</sup>
1175-1°	Organohalogénés (emploi de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc... La quantité de liquides organohalogénés étant supérieure à 1 500 litres.	A	2 000	litres
1520-1°	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 tonnes.	A	29 500 bitume	tonnes
1630-1°	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 250 tonnes.	A	410	tonnes
2920-1°	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa :	A	9311	kW
2920-2°	1. Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant a) supérieure à 300 kW.	A	fluides toxiques ou inflammables 5390	kW
2920-2°	2. Dans tous les autres cas a) supérieure à 500 kW.	A	compression d'air 700	kW
1410-2°	Gaz inflammables (fabrication industrielle de) par distillation, pyrogénisation, etc..., désulfuration de gaz inflammables à l'exclusion de la production de méthane par traitement des effluents urbains ou des déchets et des gaz visés explicitement par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 200 tonnes.	A	50 Unités : U400 U5200 U5400	tonnes
1416-2°	Hydrogène (stockage ou emploi de l'). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 50 tonnes.	A	2	tonnes

Rubrique	Désignation des activités	Régime	Quantité	Unité
1434-1°-a	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution). Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 20 m <sup>3</sup> /h.	A	1,6 gare routière  0,9 gare ferroviaire	millions tonnes/an  millions tonnes/an
1720-1°-b	Substances radioactives (utilisation, dépôt et stockage de) sous forme de sources scellées conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003, contenant des radio nucléides du Groupe 1, dont l'activité totale, égale ou supérieure à 370 Bq (10 mCi), mais inférieure à 370 Gbq (10 Ci).	D	36,26	GBq
1435-2°-b	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés. Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920. La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg dans les installations d'extinction.	D	782	kg

La répartition de ces installations à l'intérieur de l'usine est réalisée de la manière suivante (les capacités prises en compte pour les différents stockages présents sur le site sont des capacités utiles) :

#### 1 - UNITE DE STOCKAGES

Gaz combustibles liquéfiés	1412-1°	4 sphères butane de capacité de 1650 m <sup>3</sup> = 6600 m <sup>3</sup> 2 sphères propane de capacité de 1400 m <sup>3</sup> = 1400 m <sup>3</sup> 3 sphères propane de capacité de 455 m <sup>3</sup> = 1365 m <sup>3</sup>
Liquides inflammables de la catégorie A et de la catégorie B	1432-a	Pétrole brut 220 000 m <sup>3</sup> Essences 153 900 m <sup>3</sup> Gasoil et kérosène 407 500 m <sup>3</sup> Fuels 219 500 m <sup>3</sup>
Stockage de substances dangereuses pour l'environnement	1172-1°	Quantité : 530 m <sup>3</sup>
Stockage d'hydrogène	1416-2°	Quantité : 2 tonnes
Dépôts de bitume	1520-1°	Quantité présente : 29 500 t
Dépôts de soude ou potasse caustique	1630-1°	Quantité présente : 410 t

## 2 - UNITE DE CHARGEMENT DES VEHICULES-CITERNES ET DES WAGONS

Gare routière	1434-1°- a	Débit maximum réel : 3500 m <sup>3</sup> /h
Gare ferroviaire	1434-1°- a	Débit maximum réel ( en FO lourd) : 250 m <sup>3</sup> /h

## 3 - UNITES DE RAFFINAGE :

### FABRICATION DE LIQUIDES INFLAMMABLES (ENTREE RAFFINERIE) ADDITIVATION

Fabrication de liquides inflammables	1431	Capacité : 4 millions de tonnes /an
Réfrigération au fréon	2920-1°	Puissance : 700 kW
Compression de fluides toxiques ou inflammables		Puissance : 9311 kW
Compression d'air	2920-2°	Puissance : 5390 kW
Fours et chaudières	2910-B	Puissance : 300 MW
Unité d'additivation	1433-1°	Capacité totale équivalente : 250 tonnes
Procédé de chauffage	2915-1°- a	55 m3

### FABRICATION DE GAZ INFLAMMABLES

Fabrication de gaz inflammables	1410-2°	Capacité : 50 tonnes
---------------------------------	---------	----------------------

## 4 - UTILITES

Emploi de liquides organohalogénés	1175-1°	Capacité : 2000 litres
Chlorofluorocarbures, halons	1185-2°- b	Capacité : 782 kg

## 5 - SOURCES RADIOACTIVES

Sources radioactives scellées	1720-1°- b	Sources radioactives réparties dans l'usine, totalisant au 31/12/99, : 36,26 GBq
-------------------------------	------------	--

## **Article 2 CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES, PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, notamment celui du 6 juin 1997 et le dossier de déclaration du 27 novembre 1998, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Les prescriptions figurant dans les arrêtés préfectoraux des 7 juillet 1959, 5 février 1963, 7 septembre 1964, 17 décembre 1964, 25 mars 1965, 5 février 1966, 23 février 1967, 1<sup>er</sup> et 31 mars 1967, 3 septembre 1968, 28 mai 1969, 3 mai 1971, 8 octobre 1974, 11 mai 1979, 22 décembre 1980, 18 mars 1981, 15 février 1982, 29 août 1985, 15 décembre 1986, 9 juin 1987, 1<sup>er</sup> juin 1988, 28 septembre 1990, 12 décembre 1990, 4 novembre 1991, 15 janvier 1996, et les récépissés des 8 juin 1984, 30 décembre 1985, 15 décembre 1986, 6 juillet 1987, 17 novembre 1987, 21 juin 1987, 17 novembre 1987, 21 juin 1989, 24 mars 1993, 27 juillet 1993, 9 mars 1995, 15 janvier 1996 et 8 mars 2000 restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant tient à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation, ainsi que les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées
- la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité (IPS) des installations,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigées par le présent arrêté, ainsi que les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant.

## **Article 3 MISE EN SERVICE – (article 24 du décret du 21 septembre 1977)**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsqu'une installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant 2 années consécutives, sauf le cas de force majeure

L'exploitant informe l'inspection des installations classées, sous quinze jours, de la mise en service des installations nouvelles, en précisant les unités concernées, ainsi que les rubriques de la nomenclature visées.

## **Article 4 ACCIDENT – INCIDENT – (article 38 du décret du 21 septembre 1977)**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement des installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les circonstances et les causes du phénomène, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées, avec les échéanciers correspondants, pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

## **Article 5 MODIFICATION – EXTENSION – (articles 20 et 23.2 du décret du 21 septembre 1977)**

Toute modification apportée par le demandeur à une installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

En application de l'article 515-8 du code de l'environnement, tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977.

## **Article 6 ARRÊT DEFINITIF D'UNE INSTALLATION – (article 34.1 du décret du 21 septembre 1977)**

Si l'exploitant met à l'arrêt définitif une activité classée, il notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci, avec un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site, conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant remet le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

## **TITRE II – PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

### **II . A – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES**

#### **Article 7 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE (article 6 de l'arrêté "intégré", du 2 février 1998)**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords des installations, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

#### **Article 8 AIR**

##### **Article 8.1 Air - Principes généraux**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz, vapeurs, vésicules et particules émis, par rapport au débit d'aspiration.

Les effluents ainsi aspirés sont traités (laveurs, dépoussiéreurs, dévésiculeurs, filtres...) au moyen des meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

Les conduits d'évacuation sont disposés de telle manière que leur étanchéité puisse toujours être contrôlée en totalité.

## **Article 8.2 Air - Conditions de rejets**

Les effluents gazeux sont rejetés par des cheminées, dont les caractéristiques sont calculées conformément aux textes réglementaires, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère et de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.

La hauteur des cheminées suivantes est au minimum de :

- 80 mètres pour la cheminée relative aux 2 installations Claus, à l'installation viscoréduction (W700) et aux 3 fours (F 2001, F 2002 et F 2003),
- 81 mètres pour la cheminée relative au platformer (U 300), à l'unité d'hydrotraitement des essences (U 200), à l'unité d'hydrodésulfuration (U 500) et à la distillation atmosphérique (U 100),
- 81 mètres pour la cheminée relative au craquage catalytique (U 5000), au four de distillation sous vide (U 5600) et aux chaudières (F 2201, F 2202 et qu'à la TAG).

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 14 mètres/seconde.

## **Article 8.3 Air - Prévention des envols de poussières et matières diverses**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte, conformément à l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses.

## **Article 8.4 Air - Valeurs limites de rejet**

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère respectent les valeurs maximales définies ci-après, avant toute dilution.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapportés aux mêmes conditions normalisées.

### **Article 8.4.1 Air - Valeurs limites de rejets d'oxydes de soufre**

Les rejets d'oxydes de soufre doivent respecter les limites définies ci-après.

**8.4.1.1 Le rejet total d'oxydes de soufre** ne doit pas dépasser le flux journalier correspondant à un rejet au taux moyen sur 24 h de 1 700 mg/Nm<sup>3</sup> (exprimé en SO<sub>2</sub> sur gaz sec à 3% d'oxygène en volume) sur la plate-forme pétrolière.



8.4.1.2 Le calcul des émissions d'oxydes de soufre s'effectue en référence au tableau suivant :

Fonction	Unités concernées	Détermination du soufre émis (volume)	Évaluation De la quantité de fumée (volume)	Observations
Énergie	Chaudières et fours	Mesure du soufre dans le combustible avec contrôle du débit	Taux fixe : $13 \text{ Nm}^3/\text{kg}$ fuel-oil équivalent	Volume exprimé pour 3 % excès oxygène
Récupération de soufre élémentaire	Unité Claus	Mesure du débit de $\text{H}_2\text{S}$ et application du rendement théorique de l'unité. Contrôle annuel de ce rendement.	Volume forfaitaire : $5\,000 \text{ Nm}^3/\text{t}$ $\text{H}_2\text{S}$ brûlé	
Récupération incondensables	Distillation sous-vide	Valeur forfaitaire $\text{H}_2\text{S}$ : $\text{t H}_2\text{S}/\text{j} = 0,02 \%$ sur brut traité en t/j	Taux fixe : $13 \text{ Nm}^3/\text{kg}$ fuel-oil équivalent	La valeur forfaitaire retenue est une valeur moyenne pour les différentes qualités de brut.
Craquage	FCC	Corrélation entre le $\text{SO}_2$ émis et la teneur en S de la charge du FCC : $\text{t SO}_2/\text{j} = 0,1 \text{ KS}$ (S = t soufre /j de la charge)	Taux fixe : $0,68 \text{ Nm}^3/\text{kg}$ charge FCC	$K = 1$ par convention, mais peut varier avec les conditions de l'unité ; sur la foi, notamment, de mesures en continu, K pourra être différent de 1
Combustion $\text{H}_2\text{S}$	Torches	Mesure débit gaz	Négligeable	Utilisées uniquement en régime transitoire pour raisons de sécurité.

#### 8.4.1.3 Flux maximums des rejets de $\text{SO}_2$ – Plan de réduction des émissions

**8.4.1.3.1 Flux horaire maximum.** Le flux horaire des rejets de  $\text{SO}_2$  est en toutes circonstances inférieur à 780 kg/h. En cas de conditions météorologiques défavorables, le flux horaire est inférieur ou égal à 360 kg/h.

**8.4.1.3.2 Flux journalier.** La moyenne annuelle des émissions journalières de  $\text{SO}_2$  est inférieure ou égale à 11,4 tonnes/jour.

**8.4.1.3.3 Plan de réduction des émissions de  $\text{SO}_2$ .** L'exploitant, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, :

- établira une cartographie des émissions de  $\text{SO}_2$  sur le site,
- dressera un inventaire des moyens de réduction de ces émissions déjà étudiés, mis ou non en place sur son site ou sur des sites de raffinage similaires dans le monde,
- proposera un plan de réduction significative et continue de ces rejets, dont le début de mise en œuvre des moyens de réduction interviendra dans un délai ne dépassant pas 4 ans.

#### 8.4.1.4 Émissions dues aux combustibles

Quel que soit le combustible gazeux, liquide ou solide utilisé, la concentration en  $\text{SO}_2$  de l'ensemble des gaz de combustion ne doit pas dépasser, en moyenne hebdomadaire, le taux correspondant à 1 gramme de soufre par KWh de PCI de combustible consommé dans l'ensemble de la raffinerie.

#### 8.4.1.5 Émissions dues à la torche

Les émissions de  $\text{SO}_2$  dues aux brûlages de produits soufrés à la torche doivent être aussi exceptionnelles et courtes que possible. Un **bilan de fonctionnement mensuel** (durées et quantités) est adressé à l'inspection des installations classées.

### Article 8.4.2 Air – Valeurs limites de rejets d'oxydes d'azote

**8.4.2.1 Le rejet total d'oxydes d'azote** ne doit pas dépasser le flux journalier correspondant à un rejet au taux moyen sur 24 h de  $500 \text{ mg/Nm}^3$  (exprimé en  $\text{NO}_2$ ) sur la plate-forme pétrolière.

**8.4.2.2 Flux maximum.** L'émission journalière d'oxydes d'azote exprimée en  $\text{NO}_2$  est inférieure ou égale à 3,1 t/j en moyenne annuelle.

**8.4.2.3 Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant établira une **cartographie des émissions d'oxydes d'azote** du site.

### Article 8.4.3 Air – Valeurs limites de rejets de particules fines

Les rejets de particules fines doivent respecter les limites définies dans le tableau ci-après :

Catégorie d'installation	Marche normale	Dépassements	Indice de noircissement (NF X 43 002)
Fours et chaudières Hors FCC	130 mg/ kWh	au maximum 200 h/an et, en tout état de cause, < 430 mg/KWh	4, sauf de façon fugitive au moment de l'allumage : maxi 2 mn pour un même épisode et maxi 25 mn/sem
Régénérateur du catalyseur FCC	50 mg/Nm <sup>3</sup>	mise hors service pour entretien et maintenance maxi 400 h/an	

Les ramonages discontinus ne doivent être effectués que de jour.

### Article 8.5 Air - Surveillance des rejets atmosphériques

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques sont équipés de **moyens de contrôle en continu** ou de dispositifs commodément accessibles permettant le **prélèvement en discontinu** et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse, afin de permettre les contrôles définis ci-après :

- **oxydes de soufre** : une mesure en permanence du débit de polluants rejetés dans les gaz de combustion est réalisée sur les cheminées qui répondent au critère suivant : rejets horaires supérieurs à 150 kg/h.

- **oxydes d'azote** : une mesure en permanence du débit et des concentrations en polluants des gaz de combustion est réalisée sur les cheminées qui répondent au critère suivant : rejets horaires supérieurs à 150 kg/h.
- **poussières** : une mesure en permanence du débit et des concentrations en poussières des gaz de combustion est réalisée conformément au tableau ci-après :

Type de rejets	Méthodes de mesure
Rejets supérieurs à 50 kg/h	Mesures en permanence par une méthode gravimétrique
Rejets supérieurs à 5 kg/h et inférieurs à 50 kg/h ou rejets représentant plus de 20 % des rejets du site ( < 50 kg/h)	Evaluation en permanence de la teneur en poussières (méthode au choix)

La liste des émissaires concernés par ces obligations sera transmise à l'inspection des installations classées dans les trois mois suivants la notification du présent arrêté. Elle fait l'objet d'une **actualisation annuelle**.

Pour les **autres émissaires**, l'exploitant met en place, en accord avec l'inspection des installations classées, un **programme de surveillance** des émissions de SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et poussières.

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son matériel d'analyse, aussi souvent que nécessaire.

Par ailleurs, l'**autosurveillance transmise mensuellement** à l'inspection des installations classées fait apparaître clairement, pour chaque polluant, les rejets de la raffinerie.

L'exploitant fait intervenir, **au moins une fois par an**, un **organisme extérieur** de façon à vérifier son dispositif d'autosurveillance.

Le choix de l'organisme extérieur ainsi que la liste des paramètres et des émissaires concernés par les mesures sont soumis à l'accord préalable de l'inspection des installations classées. Pour ce faire, l'exploitant remet **avant le 31 décembre** de l'année N à l'inspection des installations classées, un document précisant le nom de l'organisme pressenti, les paramètres et émissaires à contrôler et les dates d'arrêts prévisibles des unités pour l'année N + 1.

Les dates d'intervention de l'organisme extérieur sont fixées en accord avec l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, la réalisation inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents gazeux par un organisme extérieur.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

## Article 8.6 Air - Surveillance des effets sur l'environnement

Conformément aux dispositions de l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant effectue en permanence, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une participation à un réseau de mesure de la pollution atmosphérique, une surveillance des effets sur la qualité de l'air de ses rejets atmosphériques de dioxydes de soufre, de dioxydes d'azote et de poussières.

Le dispositif de mesure peut évoluer et est actualisé tous les 5 ans.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site ou dans son environnement proche.

## Article 8.7 Air - Installations émettrices d'odeurs

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues des installations. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.

Le débit d'odeurs des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes est limité à  $18\,000 \times 10^6 \text{ m}^3/\text{h}$  au seuil de dilution.

## Article 8.8 Air - Rejets de composés organiques volatils – Gaz à effet de serre

### Article 8.8.1 Réservoirs de stockage

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1986, relatif à la réduction des émissions atmosphériques d'hydrocarbures provenant des activités de stockage sont applicables aux réservoirs de stockage de pétrole brut, de produits liquides issus des opérations de raffinage du pétrole et dont le point éclair est inférieur à  $55^\circ\text{C}$ , et de produits composés à plus de 70 % en masse des produits précédents.

Les réservoirs d'au moins  $2\,500 \text{ m}^3$  de capacité, à toit fixe, non munis d'écrans flottants internes ou d'autres dispositifs de réduction des émissions d'efficacité au moins équivalents, sont interdits.

### Article 8.8.2 Gare routière de chargement de camions-citernes

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1996 relatif à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils (COV) résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service sont applicables à la gare routière de chargement de camions-citernes.

Les concentrations résiduelles des gaz rejetés sont inférieures à  $35 \text{ g/Nm}^3$ .

### Article 8.8.3 Bilan environnement, gaz à effet de serre

En application de l'article 62 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, un **bilan des émissions de gaz à effet de serre** sur l'ensemble du site de la raffinerie doit être établi **annuellement** et transmis au préfet, dès lors que les émissions annuelles dépassent les valeurs suivantes :

CO <sub>2</sub>	10 000 tonnes
CH <sub>4</sub>	100 tonnes
N <sub>2</sub> O	20 tonnes
CFC et HCFC	0,5 tonne

## **Article 9**      EAU

### **Article 9.1**      Eau - Prélèvements et consommation

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau.

Il doit rechercher, par tous les moyens techniquement et économiquement acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel, à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement tout en respectant les débits minimums nécessaires pour assurer le confinement de toute pollution des sols.

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau comme suit :

Sources d'alimentation	Usages
Réseau public de distribution de la commune de Reichstett	Alimentation et sanitaires
Trois puits de prélèvement permanent et simultané en nappe (16 millions de mètres-cubes /an) :  puits Est    : 1 100 m <sup>3</sup> /h puits Sud    : 550 m <sup>3</sup> /h puits Ouest   : 150 m <sup>3</sup> /h	Eaux industrielles :  Refroidissement : 80 % Procédés            : 20 %

Les débits des trois puits sont destinés à assurer le barrage hydraulique sous les installations, tel que défini par les études hydrogéologiques d'octobre 1977 et mars 1997.

Ces installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs.

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable et de la nappe par retour d'eaux pollués, le réseau d'eau industrielle est distinct du réseau d'eau potable. De plus, les branchements sur ces réseaux sont munis d'un dispositif disconnecteur ou anti-retour.

Pour les forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes souterraines.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées avec les éléments d'appréciation nécessaires.

### **Article 9.2**      Eau – Prévention des pollutions accidentelles

#### **Article 9.2.1**      Eau - Egouts et canalisations (art. 4 – II de l'AM du 2 février 1998)

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que du service d'incendie et de secours.

### **Article 9.2.2 Eau - Capacités de rétention (art. 10 de l'AM du 2 février 1998)**

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel (à l'exception des bassins de traitement des eaux résiduaires) est associée à une capacité de rétention étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Les cuvettes de rétention sont conçues pour résister à la poussée et à l'action physique et chimique des fluides qu'elles pourraient contenir. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles présentent une stabilité au feu de degré 4 heures.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les cuvettes de rétention sont correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Ces eaux sont rejetées en respectant les prescriptions de l'article 9.3. Ces rétentions ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

### **Article 9.2.3 Eau - Postes de chargement ou de déchargement (art. 10 de l'AM du 2 février 1998)**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles que ci-dessus.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

#### **Article 9.2.4 Eau - Confinement des eaux d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident**

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie ou provenant d'un accident doivent pouvoir être confinées sur le site. Ce confinement est assuré en particulier par deux bassins de rétention étanches d'une capacité de 3 000 m<sup>3</sup>.

Les organes de commande nécessaires à la mise en œuvre de ces confinements doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

#### **Article 9.3 Eau - Conditions de rejet des effluents produits par l'établissement**

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égouts, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit.

Toutes dispositions sont prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations, afin d'en faciliter le traitement et, si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.

Les réseaux de collecte séparent les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées.

##### **Article 9.3.1 Eau – Conditions de rejet dans le Landgraben**

Les eaux de refroidissement de la vapeur d'eau issue de la turbine, exemptes de pollution, sont rejetées dans le Landgraben, afin d'y maintenir un débit en eau claire.

Le débit maximal instantané rejeté est inférieur à 250 m<sup>3</sup>/h. La qualité de l'eau rejetée est identique à celle pompée dans la nappe, à l'exception de la température, qui reste néanmoins inférieure à 30 °C en toutes circonstances.

##### **Article 9.3.2 Eau – Conditions de rejet dans le Rhin**

###### **9.3.2.1 Sources d'eaux usées**

Les sources d'eaux usées de la raffinerie sont les suivantes :

- eaux de procédé ;
- eaux pluviales huileuses ;
- eaux de refroidissement autres que celles citées à l'article 9.3.1 du présent arrêté.

###### **9.3.2.2 Conditions de rejet des eaux de refroidissement**

L'impossibilité de recycler les eaux de refroidissement autres que celles citées à l'article 9.3.1 sera justifiée dans un délai de 3 mois.

###### **9.3.2.3 Traitement et collecteur de rejet des eaux usées**

Toutes les eaux usées sont traitées selon le synoptique figurant en annexe au présent arrêté, puis rejetées dans le Rhin au PK 301,434 par l'intermédiaire d'un collecteur privé. Cette canalisation de transport est étanche et fait l'objet des contrôles nécessaires pour s'en assurer. Le dispositif de rejet dans le Rhin est aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée dans le milieu récepteur.

### 9.3.2.4 Caractéristiques des eaux usées rejetées

Les eaux de procédé ayant subi des traitements physico-chimiques et biologiques, ainsi que les eaux huileuses (eaux pluviales huileuses, fuites et déversements accidentels, purges de cuves,...) ayant subi un traitement physico-chimique, ont un débit maximal de 250 m<sup>3</sup>/h. Les caractéristiques de ces effluents sont analysées au point de contrôle n°1 (cf. schéma annexé au présent arrêté).

Les eaux de refroidissement autres que celles visées à l'article 9.3.1, ainsi que les eaux visées au paragraphe précédent, représentant un débit maximum de 1 650 m<sup>3</sup>/h, subissent un déshuilage final. Les caractéristiques de ces effluents sont mesurées au point de contrôle n°2 (cf. schéma annexé) avant rejet final dans l'émissaire se déversant dans le Rhin et ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- le débit journalier rejeté au Rhin est inférieur à 39 600 m<sup>3</sup>/jour (débit exprimé en moyenne annuelle),
- le débit maximal instantané est limité au débit nécessaire pour assurer la barrière hydraulique (article 9.1), soit environ 1 800 m<sup>3</sup>/h,
- la température est inférieure à 30°C,
- le pH est compris entre 5,5 et 8,5.

Les concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) mesurées au point de contrôle n° 1 ne dépassent pas les valeurs suivantes, pour un débit horaire maximum de 250 m<sup>3</sup>/h :

Paramètre	Norme de mesure	Concentration en mg/l	Flux journalier en kg/j
DBO5	NFT 90 103	30	180
DCO	NFT 90 101	50	300
MEST	NFT EN 872	30	180
Hydrocarbures totaux	NFT 90 203	5	30
Indice phénol	XPT 90 109	0,5	3
Azote total	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 25663	15	90

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, article 21, 10 % de la série des résultats des mesures - comptés sur une base mensuelle - peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Les concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) mesurées au point de contrôle n° 2 ne dépassent pas les valeurs suivantes, pour un débit horaire maximum de 1800 m<sup>3</sup>/h :

Paramètre	Norme de mesure	Concentration en mg/l	Flux journalier en kg/j
DBO5	NFT 90 103	5	165
DCO	NFT 90 101 ou ASTM D 1252 (*)	20	715
MEST	NFT EN 872	5	165
Hydrocarbures totaux	NFT 90 203	1	33
Indice phénol	XPT 90 109	0,05	1,65
Azote total	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 25663	5	137,5

(\*) norme équivalente permettant d'effectuer des mesures dans la gamme des concentrations rencontrées



### 9.3.2.5 Flux polluants

Les flux de polluants rapportés à la tonne mensuelle ou annuelle de produits entrants (produits bruts) sont limités aux valeurs suivantes :

Flux massique maximal autorisé	Unité	Moyenne mensuelle	Moyenne annuelle
Débit d'eau	m3/t	0,65	0,5
MEST	g/t	15	12,5
DCO	g/t	65	50
DBO5	g/t	15	12,5
Azote total	g/t	12,5	10
Hydrocarbures totaux	g/t	3	2,5
Phénols	g/t	0,15	0,125

### Article 9.4 Eau - Contrôle des rejets aqueux

L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs en sortie de station d'épuration (points de contrôles n°1 et n°2), les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :

Paramètres	Fréquence
pH	en continu
Température	en continu
Débit	en continu
DCO	Journalière
DBO5	Hebdomadaire
MEST	Journalière
Hydrocarbures totaux	Journalière
Phénols	Journalière
Azote global	Hebdomadaire

Les mesures sont réalisées à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit. Ces mesures sont effectuées sur des eaux non décantées.

L'accès au dispositif de rejet des effluents (eaux résiduelles et pluviales) dans le Rhin est également permis au service chargé de la police de l'eau. Ce service peut procéder de façon inopinée ou non à des prélèvements dans les rejets. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 9.5 Eau - Surveillance des effets sur l'environnement**

### **Article 9.5.1 Eau - Surveillance des eaux de surface**

A la demande du service chargé de la police de l'eau et dans les conditions définies par celui-ci, l'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en aval de son rejet en s'assurant qu'il y a un bon mélange de son effluent avec les eaux du Rhin et fait des **mesures sur les hydrocarbures rejetés**.

### **Article 9.5.2 Eau - Surveillance des eaux souterraines**

En cas d'apparition de **modifications sur les pompages des entreprises voisines**, l'exploitant procède **dans un délai de 3 mois** à l'actualisation de l'étude relative à la protection des eaux souterraines, sur la base du rapport établi par ANTEA en mars 1997. A cette issue, il propose, s'il y a lieu, des améliorations de la protection de la nappe phréatique en aval de son site, dont la mise en œuvre est effective dans un délai de 12 mois.

L'exploitant surveille la qualité de la nappe (24 piézomètres et 7 puits, dans l'attente des conclusions de l'étude demandée au paragraphe précédent), assure la maintenance de ces puits et veille au maintien des débits de pompage par un contrôle approprié.

Toute modification notable de fonctionnement des puits doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, qui peut demander la mise à jour de l'étude hydraulique.

**Des prélèvements mensuels** sont réalisés sur les 24 piézomètres et 7 puits susvisés et comportent la mesure :

- du pH
- de la teneur en hydrocarbures totaux,
- de la teneur en plomb, en HAP, en MTBE et en BTEX, sauf en cas d'absence hydrocarbures totaux ou d'impossibilité de présence d'un de ces polluants,
- et de la teneur en sulfates sur 4 puits et 6 piézomètres.

**Un contrôle semestriel** sur les 3 puits mentionnés à l'article 9.1, par un organisme extérieur, complète les contrôles mensuels.

Les résultats de contrôles mensuels et semestriels sont transmis à l'inspection des installations classées.

Les contrôles concernant les rejets d'eaux (article 9.3) sont également adressés au service chargé de la police de l'eau, à savoir, le Service de la Navigation.

## **Article 10    DECHETS**

### **Article 10.1    Déchets - Principes généraux**

L'exploitant s'attache à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organise la collecte et l'élimination de ses différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (titre IV du livre V du code de l'environnement), ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes, sur la base d'une production annuelle de 4 Mt de brut :

- 1 000 tonnes de déchets industriels banals en mélange allant en décharge,
- 1 500 tonnes de déchets spéciaux.

### **Article 10.2    Déchets - Collecte et stockage provisoire des déchets**

L'exploitant met en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals, composés de papiers, bois, cartons... non souillés, doivent être valorisés ou être traités comme les déchets ménagers et assimilés ;
- les déchets spéciaux, définis par le décret n° 95-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux, doivent faire l'objet de traitements particuliers.

Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

### **Article 10.3    Déchets - Elimination des déchets**

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Les déchets d'emballage visés par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

A compter du 1er juillet 2002, l'exploitant justifiera le caractère ultime au sens de l'article L 541-24 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 et aux arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

#### Article 10.4 Déchets – Contrôle des déchets

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents de suivi des déchets produits et transmet **annuellement** à l'inspection des installations classées un récapitulatif des déchets produits par l'établissement et des filières d'élimination.

Les documents justificatifs doivent être conservés **trois ans**.

#### Article 10.5 Déchets - Surveillance des sols

Dans le but d'établir un constat de l'état du site et de son impact sur l'environnement, conformément à la circulaire ministérielle du 3 avril 1996, l'exploitant a fait réaliser, suite à l'arrêté préfectoral du 8 mars 2000, un diagnostic initial et une étude simplifiée des risques.

Le suivi de la qualité des eaux souterraines en place et réglementé par l'article 9.5.2 répond à l'une des préconisations de l'étude.

La réactualisation de la modélisation hydrogéologique préconisée a été réalisée et fait l'objet de l'article 9.5.2.

En cas de contact direct de travailleurs avec les sols pollués, doivent être prises des mesures adaptées au classement 2 à 3 de ces sols.

#### Article 10.6 Déchets – Bilan environnement

En application de l'article 61 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant adresse au préfet **un bilan annuel des rejets** chroniques ou accidentels, dans l'air, l'eau et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement, **pour toutes les substances toxiques ou cancérigènes**, listées dans l'annexe VI de l'arrêté ministériel et **produites ou utilisées à plus de 10 tonnes par an**.

#### Article 11 EPANDAGE (sans objet)

## **Article 12 BRUIT ET VIBRATIONS**

### **Article 12.1 Bruit et vibrations – Principes généraux**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier sont d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention, au signalement d'incident grave ou d'accident.

### **Article 12.2 Bruit et vibrations – Valeurs limites**

#### **12.2.1 Emergence**

Constituent des zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, et leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

Dans ces zones à émergence réglementée, en application de l'article 71 et en dérogation aux dispositions de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, **les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à 5 dB(A) pour les périodes de jour et de nuit, y compris les dimanches et jours fériés.**

#### **12.2.2 Niveaux de bruit en limite de propriété**

Les **niveaux de bruit** doivent garantir le respect des valeurs d'émergence dans les zones à émergence réglementée et ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	55 dB(A)

### **Article 12.3 Bruit et vibrations - Contrôles**

Un **contrôle de la situation acoustique** est effectué **tous les 5 ans**, par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et au droit des zones à émergence réglementée les plus proches, indépendamment des contrôles que l'inspection des installations classées peut demander.

## II .B - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ

### Article 13 PRINCIPES DE PREVENTION

Les installations doivent être conçues, construites, exploitées et entretenues en vue de **prévenir les accidents majeurs** impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement (art. 4 de l'AM du 10 mai 2000).

Pour les installations nouvelles, doit être examinée de façon probante la possibilité d'appliquer les **meilleures techniques disponibles** au plan industriel à un coût économiquement acceptable en vue de la réduction des risques et de la limitation de leurs conséquences (art. 2.4 de la CM du 10 mai 2000).

### Article 14 CONCEPTION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

#### **Article 14.1 Aménagement - Implantation et Isolement par rapport aux tiers** (art. L 512.1 du code de l'environnement)

Sans objet (établissement existant).

#### **Article 14.2 Aménagement - Définition des zones de dangers**

L'exploitant détermine sous sa responsabilité, conformément aux "règles d'aménagement et d'exploitation des usines de traitement de pétrole brut", les zones de risque incendie et explosion et les zones de risque toxique de son établissement. ~~Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspection des~~ installations classées.

Les **zones de risque incendie et explosion de type 1** sont celles où des gaz ou vapeurs combustibles peuvent apparaître en cours de fonctionnement normal des installations.

Les **zones de risque incendie et explosion de type 2** sont celles notamment où des gaz ou vapeurs combustibles ne peuvent apparaître que dans des conditions anormales des installations.

Les **zones de risque toxique** sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible de se produire dès lors que surviendrait la rupture d'une enceinte, d'une canalisation, d'un appareil quelconque contenant un produit toxique (tel que l'hydrogène sulfuré...).

Ces risques sont signalés sur le site aux abords des zones concernées.

#### **Article 14.3 Aménagement - Règles de construction, salle de commande**

Les éléments de construction des bâtiments et locaux, et notamment de la salle de commande des unités, présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare-flammes...) adaptées aux risques encourus.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits mis en œuvre, de manière notamment à éviter toute dégradation et toute réaction parasite dangereuse.

La **salle de commande** est conçue de façon à permettre aux opérateurs, en cas d'accident comportant éventuellement des effets thermiques, de surpression et de dépression, de projections ou d'émissions de gaz toxiques, de prendre en sécurité les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre et d'organiser l'intervention nécessaire.

En outre, les voies où transitent les moyens d'acquisition des données, les moyens de transmission des ordres d'action et les fluides d'activation et moyens d'énergie nécessaires aux équipements participant à la maîtrise du risque, sont disposées de manière à en assurer l'intégrité en cas d'accident.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement. Les dispositifs de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour, notamment, éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. Sauf contre-indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements ou de mise en sécurité.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus, ainsi que ceux liés à la conception des salles de commande et de contrôle.

#### **Article 14.4 Aménagement - Règles d'aménagement, de circulation et de stationnement**

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une **clôture** efficace et résistante et dispose de **moyens de surveillance** (gardiennage, rondes de surveillance ou tout autre moyen présentant des garanties équivalentes).

L'établissement dispose d'un **éclairage nocturne de sécurité** sur l'ensemble du site.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une **évacuation rapide du personnel** dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les **règles de circulation et de stationnement** applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Le stationnement sur le site intérieur de camions et de wagons est limité aux besoins d'approvisionnement et d'expédition journaliers. En situation exceptionnelle ou week-ends prolongés, le stationnement dans l'usine de camions citernes ou de wagons GPL chargés fait l'objet d'une surveillance spécifique selon une procédure écrite qui précise la ou les zones de stationnement « sécurisées » déterminées par l'exploitant.

Les bâtiments et tous les dépôts et stockages sont facilement accessibles par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins. Différents accès au site sont aménagés pour permettre l'intervention de ces services en fonction des conditions météorologiques.

La **salle de commande** est conçue de façon à permettre aux opérateurs, en cas d'accident comportant éventuellement des effets thermiques, de surpression et de dépression, de projections ou d'émissions de gaz toxiques, de prendre en sécurité les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre et d'organiser l'intervention nécessaire.

En outre, les voies où transitent les moyens d'acquisition des données, les moyens de transmission des ordres d'action et les fluides d'activation et moyens d'énergie nécessaires aux équipements participant à la maîtrise du risque, sont disposées de manière à en assurer l'intégrité en cas d'accident.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement. Les dispositifs de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour, notamment, éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. Sauf contre-indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements ou de mise en sécurité.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus, ainsi que ceux liés à la conception des salles de commande et de contrôle.

#### **Article 14.4 Aménagement - Règles d'aménagement, de circulation et de stationnement**

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une **clôture** efficace et résistante et dispose de **moyens de surveillance** (gardiennage, rondes de surveillance ou tout autre moyen présentant des garanties équivalentes).

L'établissement dispose d'un **éclairage nocturne de sécurité** sur l'ensemble du site.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une **évacuation rapide du personnel** dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les **règles de circulation et de stationnement** applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Le stationnement sur le site intérieur de camions et de wagons est limité aux besoins d'approvisionnement et d'expédition journaliers. En situation exceptionnelle ou week-ends prolongés, le stationnement dans l'usine de camions citernes ou de wagons GPL chargés fait l'objet d'une surveillance spécifique selon une procédure écrite qui précise la ou les zones de stationnement « sécurisées » déterminées par l'exploitant.

Les bâtiments et tous les dépôts et stockages sont facilement accessibles par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins. Différents accès au site sont aménagés pour permettre l'intervention de ces services en fonction des conditions météorologiques.



### **Article 14.5 Aménagement - Installations électriques - Installations électriques de sécurité**

Les **installations électriques** sont conformes aux réglementations en vigueur et sont limitées à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des **risques d'explosion** est applicable.

Les installations assurant l'**éclairage de sécurité**, les autres installations dont le maintien en service est nécessaire pour assurer la sécurité des travailleurs en cas de sinistre, les installations dont l'arrêt inopiné ou le maintien à l'arrêt entraîne des risques pour les travailleurs sont alimentées, exploitées et maintenues en état de fonctionnement dans les conditions fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 relatif aux règles d'établissement, d'exploitation et d'entretien des circuits et des installations électriques de sécurité des immeubles.

### **Article 14.6 Aménagement - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation**

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité, ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs,
- utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques,
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques,
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages...).

### **Article 14.7 Aménagement - Protection contre la foudre**

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées est applicable.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française NF C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'exploitant dispose d'un système d'alerte sur le risque local et imminent de chute de la foudre. Une consigne de sécurité est spécifique à ce risque sur les installations.

### **Article 14.8 Aménagement - Enceintes, canalisations et réservoirs**

#### **Article 14.8.1 Aménagement - Fluides dangereux ou insalubres**

Les appareils, enceintes, réservoirs ou canalisations de transport destinés à contenir des **fluides dangereux ou insalubres** ou des effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'ils sont susceptibles de contenir.

Les différents équipements installés sur les canalisations, tels que pompes, vannes, clapets, etc... sont adaptés aux fluides transportés et aux conditions climatiques. Ils ne doivent pas être à l'origine de contraintes physiques susceptibles d'entraîner des incidents ou accidents de ces canalisations. Ils doivent être d'accès facile pour le personnel chargé de l'entretien et de l'exploitation des unités de production.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les réservoirs contenant des liquides inflammables ou des gaz liquéfiés sont construits, aménagés selon la réglementation en vigueur. De même, les appareils à pression de gaz ou de vapeur, ainsi que les canalisations doivent être conformes à la réglementation qui leur est applicable.

Ces appareils, réservoirs, canalisations... doivent être convenablement entretenus et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. En particulier, un programme de maintenance préventive permet d'effectuer un suivi des équipements susceptibles d'être à l'origine d'un accident majeur, qu'ils soient sous pression ou non, réglementés ou non.

#### Article 14.8.2 Aménagement - Signalisation - Identification

Les différentes **vannes et canalisations** sont repérées conformément aux règles en vigueur ou, à défaut, à une codification reconnue dans l'établissement.

Les nappes de canalisations croisant des voies de circulation sont signalées.

Les **stockages** contenant des produits autres que les hydrocarbures et présentant des dangers font l'objet d'une **signalisation** permettant d'identifier clairement la nature des risques du produit.

Un **schéma de tous les réseaux et un plan des égouts** sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que du service d'incendie et de secours.

#### Article 14.9 Aménagement - Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS)

**Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant définira, sous sa responsabilité, à partir des études de dangers, notamment l'analyse des risques, les paramètres, les **équipements**, les procédures opératoires, les instructions et les formations des personnels **importants pour la sécurité (IPS)**, ceci dans toutes les phases d'exploitation des installations, y compris en situation dégradée.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaire enregistrés en continu.

Les appareils de mesure ou d'alarme des paramètres IPS figurent à la liste des équipements IPS.

Les équipements IPS sont de conception éprouvée. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité sont connus de l'exploitant. Pour le moins, leurs défaillances sont alarmées, leur alimentation en électricité et en utilité sont sécurisées sauf parade de sécurité équivalente. L'exploitant détermine ceux des équipements devant disposer d'une alimentation permanente. Ils sont conçus pour être testés périodiquement, en tout ou partie, sauf impossibilité technique justifiée par des motifs de sécurité. Ils doivent résister aux agressions internes et externes.

Les dispositifs de conduite des installations sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres IPS.

## **Article 14.10 Aménagement - Règles parasismiques**

L'arrêté ministériel du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques aux installations soumises à la législation des installations classées est applicable.

A cet effet, **dans un délai de 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalisera, pour ses installations de stockage existantes visées à l'article 1er de l'arrêté du 10 mai 1993 et contenant des gaz combustibles liquéfiés, les évaluations, inventaires, justifications et définitions prévus aux articles 5 et 6 de l'arrêté ministériel du 10 mai 1993.

## **Article 15 ORGANISATION EN MATIERE DE SECURITE, EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

### **Article 15.1 Exploitation - Politique de prévention des accidents majeurs Système de gestion de la sécurité**

L'exploitant définit une politique de prévention des accidents majeurs de son établissement : objectifs, orientations et moyens pour son application, et il assure l'information de son personnel sur cette politique. Il veille à son application et met en place les dispositions pour le contrôle de cette application.

L'exploitant met en place dans son établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs.

Ce système comprend, a minima, les dispositions mentionnées en annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000, rendant applicable la directive européenne « Seveso II » 96/82/CE du 9 décembre 1996.

**L'exploitant tient à disposition** de l'inspection des installations classées **les bilans** mentionnés au point 6 de l'annexe III de l'arrêté du 10 mai 2000. **Il transmet chaque année au préfet une note synthétique** présentant les résultats de l'analyse définie au point 7.3 de l'annexe III de cet arrêté.

### **Article 15.2 Exploitation - Dossiers de sécurité**

L'exploitant établit la liste de tous les procédés mis en œuvre dans son établissement. Chacun d'eux fait l'objet d'un examen systématique sur la base d'un ensemble de critères permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité.

L'exploitant dresse ensuite sous sa responsabilité la liste des procédés potentiellement dangereux pour lesquels il constitue un dossier sécurité.

Chaque dossier sécurité comprend au moins les éléments suivants :

- caractéristiques physiques, chimiques et toxicologique des produits mis en œuvre : matières premières, produits intermédiaires isolables et produits fabriqués, y compris les impuretés connues dont la concentration est significative pour la sécurité ou l'environnement ainsi que les quantités maximales mises en œuvre.
- incompatibilités entre les produits et les matériaux utilisés dans l'installation.
- délimitation des conditions opératoires sûres du procédé et recherche des causes éventuelles de dérive des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctrices à prendre.
- modes opératoires.

La liste de tous les procédés mis en œuvre, l'ensemble des critères permettant d'apprécier leurs risques, ainsi que les dossiers sécurité sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 15.3 Exploitation - Consignes et procédures d'exploitation - Permis de feu**

**Article 15.3.1** Les consignes et procédures d'exploitation de l'ensemble des installations, et tout particulièrement des installations définies par l'exploitant comme facteurs importants pour la sécurité (IPS), doivent comporter explicitement la liste détaillée des opérations de conduite (automatique ou manuelle) et des contrôles à effectuer. Elles sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

Les équipements IPS sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et **archivées pendant trois ans**.

La mise hors service d'un de ces équipements IPS ne peut s'effectuer que sous la responsabilité de la (des) personne(s) désignée(s) par le chef de secteur concerné.

**Article 15.3.2** Toutes substances et préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévues par le code du travail. Ces dispositions sont applicables également aux wagons et camions citernes et à leurs contenus, pouvant être présents sur le site.

**Article 15.3.3** Lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de matériels susceptibles de générer des points chauds ou des surfaces chaudes doivent être entrepris dans les zones de risques incendie ou explosion, ils font l'objet d'un "permis de feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il a nommément désignée, conjointement avec le personnel devant exécuter les travaux.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant des règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant. Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie qui doivent être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien et précise les moyens de contrôle de l'atmosphère.

### **Article 15.4 Exploitation - Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation des unités de production ou de fabrication est réalisée sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et spécifiquement formées aux dangers des produits mis en œuvre et aux spécificités des installations.

### **Article 15.5 Exploitation - Installations et équipements hors d'usage**

Les bâtiments désaffectés doivent être débarrassés de tout produit susceptible de porter atteinte à l'environnement ou aux personnes.

Les réacteurs, canalisations et autres équipements hors d'usage et que l'exploitant destine à l'abandon doivent être décontaminés et, soit enlevés de l'installation en service, soit déconnectés des flux de matières et d'énergies. Ils doivent être clairement identifiés et indiquer si leur accès n'est autorisé qu'à des personnes dûment habilitées.

### **Article 15.6 Exploitation - Visites et contrôles des installations**

Avant la première mise en service ou la suite d'un arrêt prolongé d'une unité de production, après une modification notable au sens de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'unité de production concernée est vérifiée par des personnes techniquement compétentes.

## **Article 15.7 Exploitation - Mise en sécurité des installations arrêtées**

Toutes dispositions doivent être prises pour assurer la mise en sécurité d'une installation arrêtée totalement ou partiellement.

En particulier, lorsque les travaux ne portent que sur une partie d'une installation dont le reste demeure en marche, toutes précautions doivent être prises pour assurer la sécurité de la zone isolée.

## **Article 16 INTERVENTION ET SECOURS EN CAS DE SINISTRE (INCENDIE, EXPLOSION OU RISQUE TOXIQUE)**

### **Article 16.1 Intervention - Scénarios d'accident - Retour d'expérience**

L'exploitant met régulièrement à jour, sous sa responsabilité l'étude des dangers de son établissement. L'intervalle de temps entre deux mises à jour ne peut excéder 5 ans. L'étude mise à jour est transmise au préfet.

L'exploitant établit un rapport annuel d'analyse des incidents et accidents ayant placé l'installation dans une situation dangereuse ou susceptible de l'être, assorti des enseignements tirés ou des actions nécessaires pour y remédier ainsi que des conséquences sur l'organisation en matière de sécurité.

Les autres événements, n'ayant pas conduit à une situation accidentelle, mais qui auraient pu y conduire s'ils s'étaient déroulés dans d'autres conditions de fonctionnement, sont collectés et font également l'objet d'un bilan annuel.

Ces documents sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

### **Article 16.2 Intervention - Détection et alarme**

**Article 16.2.1** Les installations, unités susceptibles de présenter un danger (incendie, explosion, toxicité) pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Ces matériels sont conformes pour une utilisation avec les produits en présence.

L'exploitant fixe les seuils de détection et les actions à lancer en cas de dépassement de ces seuils en fonction des caractéristiques physico-chimiques et des dangers des produits concernés.

**Article 16.2.2** Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (salle de commande, poste de garde...).

En particulier, dans la salle de commande des unités de la raffinerie sont reportés les indications de position des organes d'isolement, les alarmes de niveau et les paramètres de suivi (température, pression, détection...), ainsi que les principales alarmes ayant trait à la sécurité incendie.

De plus, un dispositif visible de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent doit être en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

### Article 16.3 Intervention – Mise en position de sécurité

Les capteurs et indicateurs de sécurité doivent permettre, quand cela est nécessaire, la mise en œuvre des opérations suivantes :

- mise en position de sécurité,
- déclenchement d'alarmes en salle de contrôle.

En cas d'incident sur :

- les moyens d'acquisition des données,
  - les moyens de transmission des ordres d'action,
  - les fluides d'activation et moyens d'énergie nécessaires aux équipements participant à la maîtrise du risque,
- les installations concernées sont mises en position de sécurité.

Les boucles de sécurité sont à sécurité positive.

### Article 16.4 Intervention – Arrêt d'urgence

Des dispositions sont prises pour permettre un arrêt d'urgence des installations ou des équipements avec mise en sécurité de ceux-ci. Les dispositifs ou équipements utilisés à cet effet sont classés IPS et soumis aux dispositions de l'article 14.9 du présent arrêté. Ils sont soit indépendants des systèmes de conduite ou alors les fonctions de sécurité sont prioritaires. Les dispositifs ou équipements sont soit doublés, soit secourus et fonctionnant suivant le principe de la sécurité positive. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les arrêts d'urgence sont installés dans des endroits facilement accessibles et judicieusement répartis.

La remise en route de la production après un arrêt d'urgence ne peut avoir lieu qu'après un contrôle des paramètres IPS, afin de s'assurer que tout danger est écarté. Cette mise en route ne peut être décidée que par une personne autorisée.

### Article 16.5 Intervention – Plan d'Opération Interne (P.O.I.)

#### Article 16.5.1 P.O.I. – Actualisation annuelle

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.), qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le P.O.I. prévoit également les mesures d'urgence à prendre par l'exploitant en matière d'alerte du public, des services, des concessionnaires et des municipalités concernées.

Ce plan, avec l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'établissement, est transmis au préfet, au service chargé de la protection civile, à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours. Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

Le P.O.I. des installations fait l'objet d'une **réactualisation annuelle**, prenant en compte les éventuelles modifications de fonctionnement. Un exemplaire réactualisé est transmis aux services précédemment visés dans les meilleurs délais.

L'exploitant maintient en salle de commande un exemplaire du P.O.I. et un état des stocks, y compris un plan de stationnement des wagons, mis à jour chaque jour ouvré, en fin de journée.

### Article 16.5.2 Personnel d'intervention

L'usine dispose d'un personnel compétent et en nombre suffisant pour mettre en œuvre les matériels d'incendie et de secours, dans les meilleures conditions d'efficacité, ainsi que des moyens de transmission et d'alerte, aussi bien pour l'appel des secours que pour l'acheminement des renforts éventuels.

### Article 16.5.3 Moyens de lutte contre un sinistre

A proximité des zones à risques, le **matériel d'intervention** (appareils respiratoires, masques, combinaisons...) nécessaire au personnel est disposé en différents endroits accessibles en toute sécurité, de manière à ce que le personnel puisse intervenir rapidement en cas d'accident. Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz et émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des **zones de risque toxique**.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Les installations sont pourvues d'**équipements de lutte contre l'incendie** adaptés aux risques et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier :

- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;
- d'un réseau d'eau incendie maillé et sectionnable ainsi que d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés, des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau doit pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;
- de réserves de sable meuble et sec, d'absorbant et de pelles ;
- de réserves d'émulseurs.

Le réseau incendie doit pouvoir fournir le débit d'eau suffisant pour permettre la protection de tous les ouvrages ou unités situés dans la zone concernée par un sinistre pendant la durée nécessaire.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz,...) sont bien repérés et facilement accessibles.

L'établissement dispose de réserves de produits ou matières consommables utilisables de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement et lutter contre un éventuel sinistre.

Les sources qui alimentent le réseau d'eau incendie et d'extinction automatique sont non seulement sûres et toujours en mesure d'assurer l'autonomie de fonctionnement des installations aux pressions et débits requis, mais encore elles ne doivent pas être soumises au gel.

### Article 16.5.4 Exercices d'application du P.O.I.

Des exercices d'application du P.O.I. sont réalisés par l'exploitant à une **fréquence au minimum annuelle**. Les services concernés sont informés de ces exercices et y sont associés en tant que de besoin. La charge financière en résultant est supportée par l'exploitant.

A l'occasion de chaque P.O.I., un **bilan** est adressé à la Préfecture et à l'inspection des installations classées, **dans un délai maximal de deux mois** à partir de la date de l'exercice.

## Article 16.6 Intervention - P.P.I. et information du public

### Article 16.6.1 P.P.I. - Dispositions en cas d'accident à mettre en œuvre par l'exploitant

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.) élaboré par le préfet.

Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les **mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement**, ainsi que les mesures d'urgence en matière d'alerte du public, des services, des concessionnaires et des municipalités concernées, prévues au plan d'opération interne et au plan particulier d'intervention en application de la loi du 22 juillet 1987 relative à la sécurité civile et du décret du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence.

Ces dispositions incombant à l'exploitant sont contenues dans les mesures du P.P.I. applicable à l'établissement, annexé à l'arrêté préfectoral rendant applicable ledit plan.

### Article 16.6.2 P.P.I. - Mesures d'alerte des populations

L'ensemble du site est équipé, dans le cadre du P.P.I., d'une sirène à modulation et d'un dispositif pouvant déclencher la sirène de la commune de Reichstett, permettant d'alerter la population ainsi que les activités industrielles et commerciales avoisinantes concernées par les effets d'un accident technologique à risque majeur, selon le signal national d'alerte défini par le décret n° 90-394 du 11 mai 1990.

De plus, les mesures appropriées nécessaires sont mises en place par l'exploitant pour que, sur sa demande, la société BAYER puisse déclencher sans délai la sirène de la commune de La Wantzenau.

La puissance des sirènes doit permettre de garantir l'audibilité de l'alerte pour la population dans le rayon prévu par le P.P.I. autour du site en tenant compte des bruits émis localement (bruit occasionné par la circulation, activité industrielle...).

La vérification périodique du bon fonctionnement des sirènes est réalisée conformément à l'article 16 du décret n° 90-394 du 11 mai 1990 relatif au code d'alerte national.

### Article 16.6.3 P.P.I. - Information du public

En application de l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987, de l'article 9 du décret du 6 mai 1988 et conformément aux dispositions du P.P.I., l'exploitant est tenu de fournir aux personnes susceptibles d'être affectées par un accident majeur provenant des installations, une information sur les dangers présentés ainsi que sur les mesures de sécurité et le comportement à adopter en cas d'accident.

Conformément au P.P.I., l'exploitant prend des mesures particulières d'information des élus, des riverains immédiats de l'usine et de certaines catégories de population. Ces **mesures d'information** peuvent revêtir la forme de conférences ou visites commentées de l'établissement effectuées à l'initiative de l'exploitant et **doivent être renouvelées dans un délai d'un an après la remise à jour de l'étude des dangers**.

Il tient également informés les exploitants des installations classées voisines des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude des dangers, et transmet copie de cette information au Préfet.

Une **brochure d'information des populations** est établie et distribuée dans les communes concernées. Elle est **actualisée tous les cinq ans** ou lors de modifications apportées aux installations de nature à entraîner un changement notable des risques ou à la demande du préfet, en cas de modification du P.P.I..



### TITRE III PRESCRIPTIONS APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

#### **Article 17 DISPOSITIFS A REFROIDISSEMENT PAR PULVERISATION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR**

##### **Article 17.1 Aéroréfrigérants - Installations concernées**

Les dispositifs à refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations définies par le présent arrêté en vue de prévenir l'émission d'eau contaminée par légionella. Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent arrêté les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

##### **Article 17.2 Aéroréfrigérants - Entretien et maintenance**

###### **Article 17.2.1 - Aéroréfrigérants - État de surface**

L'exploitant doit maintenir en bon état de surface, propre et lisse, et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

###### **Article 17.2.2 - Aéroréfrigérants - Nettoyage et désinfection, Traitement et analyses**

I - Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause **au moins une fois par an**, sauf impossibilité technique, l'exploitant procède à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint,
- ~~un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques,~~
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'applique, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles sont soit rejetées à l'égout, soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

II - L'exploitant met en œuvre un **traitement efficace contre la prolifération des légionella**, validé in situ par des **analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins intervient sur la période de mai à octobre.**

###### **Article 17.2.3 - Aéroréfrigérants - Protections individuelles**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques,
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Un panneau signale le port de masque obligatoire.

#### **Article 17.2.4 – Aéroréfrigérants - Personnel - Formation**

Pour assurer une bonne maintenance du système de refroidissement, l'exploitant fait appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

#### **Article 17.2.5 – Aéroréfrigérants – Livret d'entretien**

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionne :

- les volumes d'eau consommée mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement,
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, sont annexés au livret d'entretien. Le livret d'entretien est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 17.2.6 – Aéroréfrigérants – Analyses complémentaires**

L'inspection des installations classées peut à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés, aux frais de l'exploitant, par un laboratoire qualifié dont le choix est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les résultats d'analyses sont adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

#### **Article 17.2.7 – Aéroréfrigérants - Suites portées aux analyses**

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article 17.2.2 - II, de l'article 17.2.5 ou de l'article 17.2.6 mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant arrête immédiatement le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service est conditionnée au respect des dispositions de l'article 17.2.2 - I.

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article 17.2.2 - II, de l'article 17.2.5 ou de l'article 17.2.6 mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre  $10^3$  et  $10^5$  unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant fait réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le premier prélèvement. Le contrôle mensuel est renouvelé tant que cette concentration reste comprise entre ces deux valeurs.

### **Article 17.3 Aéroréfrigérants - Conception et implantation**

L'alimentation en eau d'appoint du système de refroidissement répond aux règles de l'art et est dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement est équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

Les rejets d'aérosols ne doivent pas être situés au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants.

Les points de rejet sont en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

## **Article 18 AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS PETROLIERES – TIERCE EXPERTISE**

### **Article 18.1 Vannes à sécurité positive ( application de la circulaire du 6 août 1998)**

**Le choix technique retenu par l'exploitant** dans son étude particulière du parc de stockage (8 septembre 1999) consiste à conserver la possibilité de mouvements (remplissage ou vidange) des bacs et donc pouvoir réduire les quantités d'hydrocarbures concernés par un incident. Ce choix repose sur les quatre principes décrits ci-dessous :

1. amélioration de la détection d'incident,
2. minimisation du délai de 1<sup>ère</sup> intervention,
3. mise en œuvre des préconisations du GESIP issues du rapport relatif au retour d'expérience sur la tenue au feu des canalisations dans les cuvettes,
4. réalisation des plans d'inspection et de maintenance.

Ce choix technique fera l'objet d'une analyse critique et d'une validation par un organisme tiers-expert choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

**Cette analyse critique ainsi que ses conclusions sur le choix technique prévu par l'exploitant** seront transmises à l'inspection des installations classées **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Un arrêté complémentaire définira sur la base des conclusions de la tierce expertise les dispositions nécessaires.

La mise en service des équipements à mettre en œuvre qui découlent de l'analyse et des conclusions de la tierce expertise pour l'ensemble des bacs sera effective **dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

### **Article 18.2 Feu de cuvette des bacs contenant des liquides inflammables (application de la circulaire du 6 mai 1999)**

Afin de bénéficier des dispositions de la circulaire du 6 mai 1999 :

1. l'exploitant fournira **dans un délai de 2 mois** à partir de la notification du présent arrêté un **complément à son étude des dangers** justifiant les solutions techniques qu'il propose, conformément aux méthodologies exposées dans la circulaire.

Les solutions techniques envisagées sont les suivantes :

- réduction de la taille des cuvettes de rétention des bacs contenant des liquides inflammables de 1<sup>ère</sup> catégorie pour limiter la surface sur laquelle les hydrocarbures peuvent se répandre en cas de fuite ;
  - mise à niveau des moyens de pompage en émulseurs en conséquence.
2. Ce complément d'études fera l'objet d'un avis et d'une proposition du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) sur tous les paramètres techniques ainsi déterminés (coefficient opérationnel, débits d'eau et quantités d'émulseur).
  3. En tant que de besoin les dispositions retenues feront l'objet d'un arrêté complémentaire.

Les moyens proposés à cette issue devront permettre la **mise à niveau de la protection incendie des bacs concernés dans un délai de 18 mois** à partir de la notification du présent arrêté. Cette proposition de mise à niveau s'accompagnera :

- d'un échéancier de travaux, établi par l'exploitant, intégrant les contraintes d'exploitation et de sécurité du site,
- de mesures compensatoires appropriées dans l'attente de la mise à niveau définitive.

## TITRE IV - DIVERS

### Article 19      PUBLICITE

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

### Article 20      FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 21      DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 22      SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions prévues au code de l'environnement, Livre V, titre Ier, chapitre IV.

### Article 23      EXECUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
  - les Maires de Reichstett et Vendenheim,
  - le Commandant du Groupement de gendarmerie,
  - le Chef du Service de la navigation de Strasbourg,
  - les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Compagnie Rhénane de Raffinage.



Pour ampliation  
Pour le Secrétaire Général  
adjoint administratif

Annie MUREAU

**LE PRÉFET**

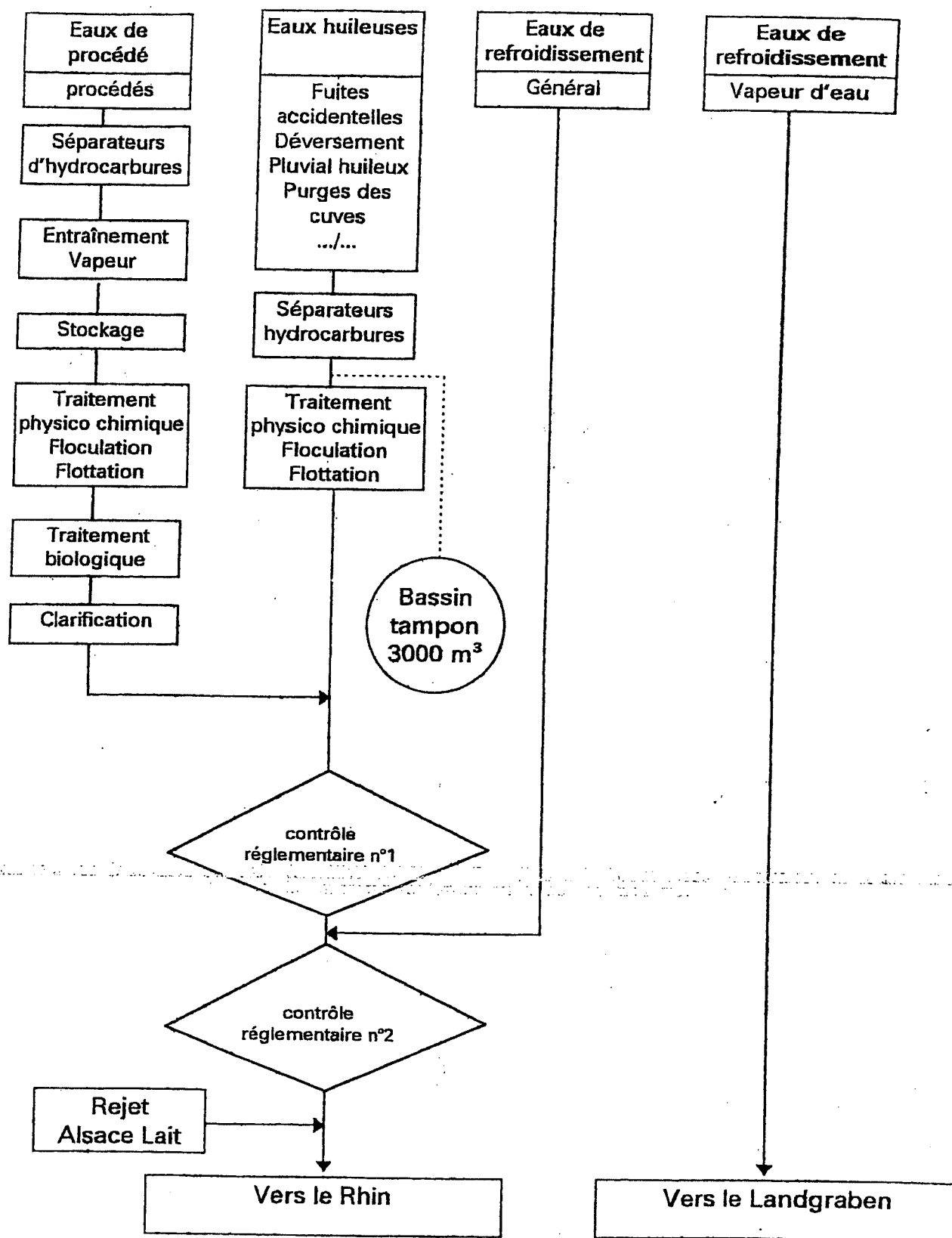
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

MICHEL LAFON

**Délais et voie de recours** (article L 514.6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...) dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.



## SYNOPTIQUE DES EAUX USEES